

ENTRETIEN

« L'Europe est aujourd'hui provincialisée »

Le bouleversement de ces dernières semaines marque la fin d'une ère où l'Europe était une arène stratégique du monde, explique le chercheur Pierre Haroche. Le modèle d'un continent considéré comme une « puissance normative » dans la compétition mondiale est aujourd'hui en crise.



PIERRE HAROCHÉ

Maitre de conférences en politique européenne et internationale à l'Université catholique de Lille, il est l'auteur de « Dans la forge du monde. Comment le choc des puissances façonne l'Europe » (Fayard, 2024).

Comment analysez-vous les derniers développements entre les États-Unis et l'Europe. Le monde referme-t-il la page post-1945 ?

Il y a un aspect structurel et un aspect trumpien. Pour les États-Unis, la sécurité européenne doit désormais incomber aux Européens. Quant aux Américains, ils doivent se tourner vers le continent américain, le Pacifique et l'Asie. Il ne s'agit pas d'une fin de l'Alliance, comme on le dit parfois. Selon eux, l'Otan doit reposer sur une division du travail. C'est une conception complètement différente de celle qui prévalait depuis 1949-1950, lorsque les États-Unis ont massivement envoyé des troupes en Europe jusqu'à devenir l'acteur central de la sécurité continentale.

Le rapprochement avec la Russie est, en outre, motivé par la volonté de réduire la dépendance de Moscou vis-à-vis de Pékin. On a beaucoup parlé d'une soi-disant stratégie Kissinger à l'envers. Dans les années 1970, le diplomate avait initié des discussions

avec la Chine communiste pour l'éloigner de l'Union soviétique. Tout cela montre que ce n'est pas l'Ukraine, et même la sécurité européenne, qui prévaut, mais le fait de retrouver des marges de manœuvre sur des sujets extra-européens. Cela illustre une tendance structurelle déjà présente dans les administrations précédentes, qui fait de la compétition avec la Chine l'impératif central.

Cela marque la fin d'une ère initiée au XVIII^e siècle lorsque l'Europe était l'arène stratégique du monde. Sans être le cœur de la puissance, l'Europe a ensuite été l'espace stratégique qu'il fallait contrôler pour être une superpuissance pendant la guerre froide. Elle est aujourd'hui provincialisée.

Fin février, à l'ONU, les États-Unis ont voté deux fois comme la Russie concernant la guerre en Ukraine. Est-ce une première ?

C'est une première en matière de sécurité européenne. Il y a toutefois eu des précédents célèbres qui ont marqué la réflexion

des Français à l'égard du degré d'autonomie à adopter vis-à-vis des États-Unis. C'est le cas de la crise de Suez, en 1956, au cours de laquelle les États-Unis ont voté avec l'Union soviétique contre la France et le Royaume-Uni. Ce fut le point de départ de l'idée de coopération européenne à côté de la coopération atlantique et un élément important dans l'acquisition de la force nucléaire. Aujourd'hui, on est à ce niveau de tension.

Le dernier mandat de la Commission européenne dessinait la volonté de faire de l'Union européenne un bloc géopolitique. L'UE donne pourtant l'impression d'entretenir un rapport contrarié à sa propre puissance.

L'investissement dans l'Otan a pris la place de ce qu'aurait pu être une coopération européenne en matière de défense. Cela illustre le dilemme entre le fait de disposer d'une armée européenne dans l'Otan ou être simplement intégrés dans l'Otan et donc être organisés autour des États-Unis. Les Français crai-



DOURSINAYDE MIR / ANADOLU / ANADOLU VIA AFP

gnaient la perte d'autonomie qu'impliquerait une armée européenne et ont fait le choix de s'appuyer sur l'Otan. L'Alliance a inhibé les efforts de coopération européenne. Aujourd'hui, certains États membres ne veulent pas compliquer un système solide en se dotant d'une stratégie autonome.

En outre, la crise de l'ordre néolibéral et celle du Covid, qui a débouché sur des interruptions brutales d'échanges internationaux, ont poussé la Commission à intégrer la variable de la compétition de puissances et à identifier des vulnérabilités dans les secteurs stratégiques. L'Union européenne a compris que l'économie pouvait être un champ de bataille.

La réinvention de l'Europe passe-t-elle invariablement par la contrainte de chocs extérieurs dont elle n'a pas la maîtrise ?

Ce sont en effet les chocs extérieurs, les pressions de la Chine, des États-Unis et de la Russie qui façonnent l'Europe. C'est également valable pour l'Afrique. Les

Réunion des ministres de la Défense des pays membres de l'Otan à Bruxelles, le 13 février. Face à la menace du retrait états-unien, l'Europe, en guise de politique de défense, veut se lancer dans une course effrénée à l'armement.

Français sont en train de quitter toutes les bases permanentes ou liées à leur combat au Sahel. Il y a un recentrage stratégique des Européens, et en particulier des Français, vers l'Europe qui est le résultat du rejet de la présence militaire par les Africains. La France se considère de plus en plus comme un pays dont la vocation est de structurer la défense de l'Europe sur le flanc est.

L'Europe comme puissance normative est remise en cause par les Gafam et le patronat européen. Cette idée est-elle vouée à une mort lente ?

L'idée de puissance normative a été développée comme une sorte de stratégie alternative à la puissance traditionnelle, militaire et économique. Ses théoriciens ex-

pliquaient que l'Europe exercerait une influence grâce à son modèle attractif. Cette idée est aujourd'hui en crise dans un monde de rapport de force. Le Sud global illustre parfaitement que le reste du monde n'a pas forcément pour ambition de suivre le phare européen et d'attendre que ses États-membres fassent rayonner leurs valeurs. Il y avait un côté ethnocentrique. La mise en place de la taxe carbone, qui impose la teneur en carbone des produits importés, visait à promouvoir les normes européennes à l'extérieur, c'est-à-dire à faire prendre conscience de la nécessité d'apporter une réponse à la crise climatique. Résultat, les libéraux ont accusé l'Europe de protectionnisme ; le Sud global de colonialisme vert.

Parmi les priorités, la Commission se fixe l'objectif d'une nouvelle vague d'élargissement. Cela répond-il à une vision d'ouverture plus grande ou paradoxalement de fermeture vis-à-vis du reste du monde ?

Dans les années 2000, la puissance normative jouait à plein : le modèle européen avait vocation à intégrer des pays dont l'identité européenne était discutée, comme la Turquie. L'Europe se concevait comme une avant-garde. Aujourd'hui, la vague d'élargissement est motivée par la compétition avec la Russie. L'idée n'est pas de s'ouvrir pour établir un dialogue entre les peuples, mais de construire un rempart européen. En Ukraine ou dans les Balkans, l'idée est que si l'UE n'ancrage pas son influence, d'autres prendront la place. Il ne s'agit plus de créer des ponts, mais de faire rentrer les derniers qui étaient en dehors de la maison pour verrouiller derrière eux. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LINA SANKARI

lina.sankari@humanite.fr

LE SUD GLOBAL LE MONTRE : LE RESTE DU MONDE N'A PAS POUR AMBITION DE SUIVRE FORCÉMENT LE PHARE EUROPÉEN.